MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 21 novembre 2024

Zoom : analyse du PIB colombien – T3 2024.

[1]**Selon les estimations du DANE (institut statistique colombien), la Colombie aurait enregistré une croissance économique réelle de + 2,0 % g.a au troisième trimestre (et nominale[2] de + 2,6 % g.a), légèrement inférieure aux prévisions des analystes de marché, qui l'établissaient entre + 2,1 % g.a et + 2,6 % g.a.** Ce dynamisme a été soutenu par une hausse de la demande intérieure (+3,6 % g.a), marquée notamment par une progression significative de l'investissement (+22,7 % g.a, après une hausse de + 4,3 % g.a au T2) et une augmentation de la consommation des ménages (+1,6 % g.a). Sur le plan extérieur, les exportations ont crû de + 3,8 % g.a, tandis que les importations ont connu une hausse significative de +11,0 % g.a (après une hausse plus modérée de + 4,3 % g.a au T2).

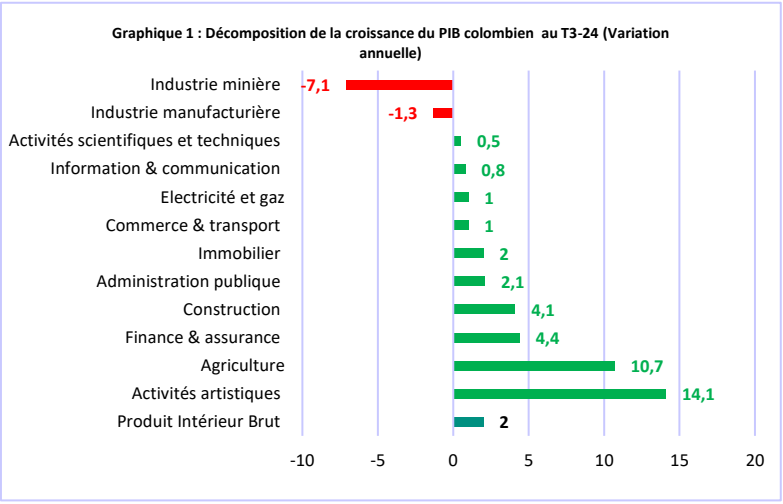
En analysant le PIB sous le prisme de la production (*voir graphique 1*), les principaux moteurs de croissance ont été le secteur agricole avec une hausse notable de +10,7 % g.a, contribuant à hauteur de 1,1 point de pourcentage (p.p.) à la variation annuelle du PIB. Les activités artistiques qui ont enregistré une croissance de +14,1 % g.a, ajoutant 0,5 p.p., et l'administration publique qui a progressé de +2,1 % g.a, apportant 0,3 p.p. En revanche, certains secteurs clés ont connu des reculs notables : l'industrie manufacturière a enregistré une contraction de -1,3 % g.a et l'exploitation minière et des carrières a chuté de -7,1 % g.a, reflétant les tensions persistantes dans la production industrielle et la faiblesse du secteur extractif.

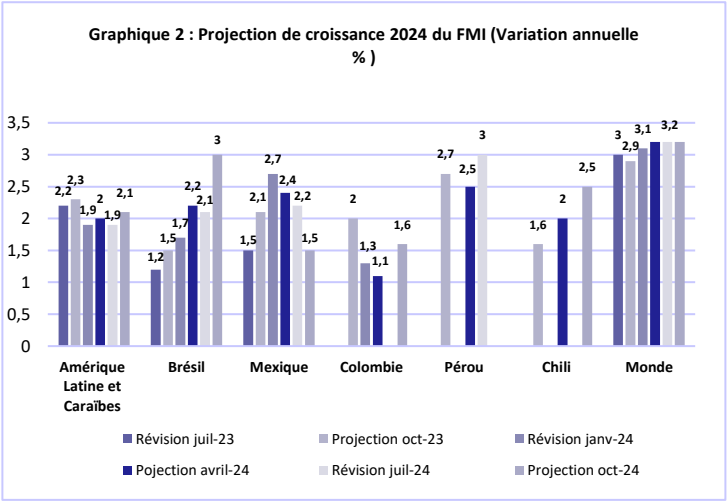
À l'échelle mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) a estimé une croissance économique globale de +3,2 % g.a pour 2024 (*voir graphique 2*). Les perspectives se montrent plus favorables pour des économies comme les États-Unis (2,8 %) et les marchés émergents d'Asie, menés par l'Inde (7,0 %) et la Chine (4,8 %). Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, une croissance de +2,1 % g.a est projetée, avec le Brésil (3,0 %) et le Mexique (1,5 %) en tête. Pour la Colombie, le FMI prévoit + 1,6 % g.a en 2024 et + 2,5 % g.a en 2025.

---

[1] Source des deux graphiques : DNP, Chiffres et analyses – Indicateurs de conjoncture, sur la base des chiffres du DANE

[2] Mesure de la valeur totale des biens et services produits dans une économie à prix courants - sans ajustement pour l'inflation.





Bolivie

La dette externe publique a atteint 26,8 % du PIB en septembre 2024.

Zenón Mamani, le Vice-ministre du budget et de la comptabilité budgétaire, a récemment indiqué que la dette externe publique de la Bolivie représente actuellement 26,8 % du PIB, un niveau, selon lui, nettement inférieur à celui des années précédentes. La dette publique totale, qui comprend les engagements internes et externes, s'élève quant à elle à 46 % du PIB. Le Vice-ministre a notamment a comparé cette situation favorable aux périodes précédentes, comme en 1986, où la dette externe publique a atteint jusqu'à 99 % du PIB. Selon le Vice-ministre, ces résultats témoigneraient d'une gestion responsable par les autorités des dépenses publiques.

Le commerce extérieur se dégrade avec un déficit commercial multiplié par plus de cinq par rapport à 2023.

D'après le dernier bulletin du commerce extérieur de l'Institut National de la Statistique (INE), entre janvier et septembre 2024, la Bolivie a enregistré un déficit commercial de 329 M$, soit une multiplication par 5,3 par rapport à la même période en 2023 (62,2 M USD). Cette évolution s'explique par une baisse de 19 % des exportations et de 16 % des importations sur la même période. Au niveau des exportations, l'industrie manufacturière est en tête de ce déclin, avec une contraction de 36 % de la valeur de ses exportations. Quant aux hydrocarbures, principal secteur d'exportation, une baisse de 19 % a été signalée. Cependant, le gaz naturel reste le produit le plus exporté de l'année, avec une valeur de 1,2 Md$, bien que ce chiffre soit inférieur de 18,5 % à celui de l'année précédente. Du côté des importations, les biens de consommation et d'équipement ont enregistré des contractions significatives. Par ailleurs, la rareté des devises dans l'économie a freiné les exportations et pénalisé les importations. Les tensions politiques et sociales ont quant à elles aggravé la situation, entraînant des pertes estimées à 1 % du PIB.

Colombie

Le respect de la règle fiscale de 2024 semble compromis.

Pour respecter la règle budgétaire en 2024, le gouvernement devrait réduire ses dépenses de près de 7 Md$ d'ici la fin de l'année - soit 3,2 % du PIB - selon le comité autonome de la règle budgétaire (CARF). Entre janvier et septembre, les dépenses mensuelles moyennes s'élevaient à 6,1 Md$, un niveau qu'il faudrait ramener à environ 3,6 Md$ aux mois de novembre et de décembre pour atteindre les objectifs fixés. Malgré une première réduction budgétaire de 5,7Md$ plus tôt cette année, les recettes publiques projetées pour l'année atteignent seulement 16,8 Md$, un chiffre inférieur aux prévisions initiales. L'incapacité à respecter la règle budgétaire pourrait entraîner une dégradation de la note souveraine par les agences de notation, aggravant ainsi les intérêts payés par la Colombie sur sa dette (*voir Brèves N°42*).

Par ailleurs, deux importants voyants budgétaires – déficit public et dépôts du Trésor auprès de la Banque centrale – apparaissent au rouge en cette fin d'année 2024. Dans un premier temps, les analystes du groupe bancaire colombien *Banco del Occidente* prévoient un

déficit de -6,2 % du PIB pour 2024. Dans un second temps, les dépôts du Trésor National auprès de la Banque centrale ont atteint un niveau historiquement bas de 2,9 Md$ en novembre 2024, loin des 6,4 Md$ enregistrés en octobre.

Les IDE entrants continuent de chuter (-17 % g.a entre janvier et octobre 2024).

Selon la Banque centrale, la Colombie aurait attiré 9,3 Md$ d'investissements directs étrangers (IDE) entre janvier et octobre 2024. Ce montant représente une baisse de -17 % par rapport aux 11,2 Md$ enregistrés sur la même période en 2023, marquant sept mois consécutifs de recul – en glissement annuel. En octobre 2024, les IDE se sont élevés à 726 M$, dont 560 M$ alloués aux secteurs pétrolier et minier.

La note souveraine maintenue à BB+ (perspective stable) par Fitch Ratings.

L'agence de notation *Fitch Ratings* a maintenu la note de la Colombie à BB+ avec une perspective stable, bien que plusieurs risques budgétaires soient identifiés. Pour mémoire, le pays a perdu son statut d'*investment grade* en 2021, en raison d'un important déficit budgétaire et d'incertitudes concernant la consolidation budgétaire nécessaire pour stabiliser le ratio dette/PIB. La dette publique, désormais plus du double de son niveau de 2011 (55,8 % du PIB en 2024), pèse sur la capacité du pays à réduire son déficit, qui devrait atteindre 5,6 % du PIB en 2024, contre 4,3 % en 2023.

Fitch met également en lumière la pression croissante liée à une charge d'intérêts élevée et à la forte dépendance aux matières premières, tandis que les efforts de collecte fiscale ont été moins efficaces cette année. À moyen terme, Fitch prévoit une reprise modérée du PIB en 2025 (+2,8 %) après une croissance plus faible en 2024 (+1,8 %), grâce à une politique monétaire moins restrictive qui stimulerait la consommation et l'investissement.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+ 3,1 %	+22,8 %	1 388
Change USD/COP	-1,7 %	+ 7,7 %	4 386
Change EUR/COP	-2,1 %	+6,2 %	4 618
Prix du baril (Brent, USD)	+2,2 %	-6 %	74

Equateur

Le secteur automobile prévoit une baisse importante des ventes en 2024 et 2025.

La Chambre de l'industrie automobile équatorienne prévoit que les ventes automobiles diminuent de -20 % en 2024. Les automobiles assemblés localement seront les plus touchés (prévisions de -40 % en 2025 en raison de la fermeture de l'usine de General Motors) et verront leur part de marché passer de 15 % actuellement à 10 % du marché. Par ailleurs, le gouvernement souhaite la mise en place de nouvelles taxes sur les automobiles d'occasion et une révision des exemptions fiscales à l'importations de voitures « microhybrides ».

Les importations d'électricité depuis la Colombie reprennent.

Les exportations d'électricité (thermique) de la Colombie vers l'Equateur ont repris le 17 novembre dernier, permettant ainsi au gouvernement équatorien de diminuer les coupures d'électricité à huit heures par jour. Le système interconnecté a une capacité maximale de 450 Mw/ heure, alors que les importations d'électricité depuis la Colombie seront de l'ordre de 440 Mw/heure. Le comité entrepreneurial équatorien (équivalent du MEDEF) estime que les pertes du secteur privé depuis le début des coupures d'électricité s'élèvent à 4 Md$.

Pérou

Selon la CEPAL, le Pérou figure parmi les pays les moins productifs d'Amérique latine.

D'après le rapport « *Overview of Productive Development Policies in Latin America and the*

Caribbean 2024 » de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), publié en septembre 2024, **le Pérou se classe parmi les dix pays ayant la productivité la plus faible de la région, juste devant le Venezuela, Haïti et la Bolivie.** En effet, le rapport souligne qu'au Pérou, le PIB par heure travaillée atteint à peine 12,5 USD (contre 45,8 USD pour le Panama, premier du classement). En outre, en 2023, la productivité du travail est tombée à 8 358 USD/par travailleur, calculée aux prix constants de 2007, ce qui équivaut à 45 USD/par travailleur de moins qu'en 2022. Toujours selon l'évaluation du CEPAL, l'absence de politiques de développement économique durable et un taux d'informalité élevé ont maintenu le Pérou dans une position vulnérable, réduisant de surcroît sa compétitivité au niveau régional. Pour remédier à cette situation, le rapport préconise des réformes en éducation, qui permettrait de générer une main-d'œuvre plus productive, et la mise en place d'une politique fiscale unifiée qui amènerait des investissements plus ciblés afin de stimuler la compétitivité.

Le Pérou enregistre une hausse de 30 % de ses exportations halieutiques[3] en 2024.

Selon le Ministère de la Production péruvien (Produce), entre janvier et septembre 2024, les exportations de produits de la pêche ont atteint 3,1 Md$, enregistrant une croissance notable de 29,9 % par rapport à la même période en 2023. Ce résultat est attribué à une demande accrue pour la farine et l'huile de poisson, ainsi que pour des produits tels que la dorade, le chinchard, l'anchois et le thon, qui bénéficient d'une forte réputation à l'international. Les principaux marchés d'exportation incluent la Chine, les États-Unis, l'Espagne, le Chili, le Japon et la Corée du Sud, représentant ensemble 73 % du total des ventes (soit 2,3 Md$). Le Ministre de la Production, Sergio González, a souligné que ce dynamisme consolide la position du Pérou comme *leader* mondial de l'exportation de produits de la pêche, tout en affirmant l'importance de la durabilité et de la qualité pour répondre aux exigences des marchés mondiaux.

Suriname

Attribution du contrat d'ingénierie dans le cadre du développement du projet pétrolier de *TotalEnergies*.

Le projet *offshore* de *TotalEnergies* (d'une valeur de 10,5 Md$) au Suriname a franchi une étape importante avec l'attribution de contrats d'ingénierie d'une valeur totale d'au moins 3 Md$. Plus précisément, la société italienne *Saipem* a signé un contrat de 1,9 Md$ pour le développement sous-marin[4] du champ de GranMorgu, tandis que la société française *TechnipEnergies* et l'entreprise néerlandaise *SBM Offshore* ont remporté un contrat d'une valeur d'environ 1,1 Md$ pour la construction d'une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO).

Venezuela

***Monomeros Colombo Venezolanos* (filiale colombienne de l'entreprise publique vénézuélienne *Pequiven*) est soumise à surveillance par la Surintendance des entreprises colombienne.**

Suite aux déclarations du Président Colombien, affirmant que l'entreprise *Monómeros*, fabricant d'intrants agricoles, est essentielle à l'économie nationale, celle-ci produisant 80 % des engrais utilisés par les agriculteurs colombiens, la Surintendance des entreprises a annoncé, le 18 novembre, avoir engagé une action administrative. Cette démarche vise à placer *Monómeros Colombo Venezolanos S.A.* sous le régime de surveillance. **L'objectif est d'évaluer les risques d'insolvabilité qui pourraient se concrétiser en cas de vente de ses actions.**

La brèche cambiaire s'accroit, à 23,7 %.

Malgré une intervention bancaire massive de 265 M$ par la Banque centrale le 19/11, la plus importante depuis juillet, la « brèche cambiaire » (ou l'écart entre le taux de change officiel, à 46,06 VES/USD, et le taux parallèle, à 56,97 VES/USD) a atteint 23,7 % cette semaine.

[3] Qui relève de la pêche

[4] Plus précisément, il s'agit d'améliorer les capacités de production dans la zone centrale du bloc grâce à un réseau de puits sous-marins reliés à un navire flottant de production, de stockage et de déchargement (FPSO).

La Banque centrale du Venezuela (BCV) a injecté 4,796 Md$ dans le système bancaire depuis le début de l'année, un montant excédant les 4,52 Md$ alloués sur l'ensemble de l'année 2023.

Conséquences de l'explosion survenue le 11 novembre dans le complexe gazier de Muscar-Soto à Monagas (est du pays).

Cette explosion a mis hors-service les centrales électriques qui alimentent les états de Nueva Esparta (îles de Margarita et Coche), Anzoátegui et Sucre, ainsi que le complexe pétrochimique de Jose, ont été mises hors service. Les usines pétrochimiques Metor I, Metor II et Fertinitro, ainsi que les usines de fractionnement et d'extraction de liquides associées aux complexes de Muscar, San Joaquín et Santa Bárbara ont été mises hors-service. Selon les dernières informations, les effets de l'explosion affecteront considérablement la production de pétrole brut léger, de pétrole lourd et de gaz naturel pour une période pouvant aller jusqu'à janvier

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	17,96	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,796	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,46	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.
jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una LACAZE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr